



ORGANISATIONS PAYSANNES ET RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Rôles, complémentarité avec les autres acteurs et
institutionnalisation des partenariats

Synthèse de l'atelier du 27 septembre 2011

organisé dans le cadre du projet PAEPARD

par le Collectif **Stratégies Alimentaires (CSA)**

Octobre 2011

Julie Flament



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRÉAMBULE	4
INTRODUCTION	5
<i>Le projet PAEPARD</i>	5
<i>Le rôle du CSA dans PAEPARD</i>	5
<i>Objectif de l'atelier</i>	6
Résultats de la consultation de septembre 2010	6
Consultation de septembre 2011	6
SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS	8
Session 1. Quel rôle des OP et quelle complémentarité avec les autres acteurs, au niveau de la traduction des besoins des producteurs en questions de recherche, la diffusion des résultats de la recherche et la capitalisation et les échanges autour des savoirs endogènes ?	8
Session 2. Comment formaliser les partenariats entre OP, chercheurs et autres acteurs ? Quels mécanismes de financement, de gouvernance et de choix des thèmes mettre en place ?	9
Session 3. Présentation d'initiatives internationales autour de la mobilisation des acteurs et de la capitalisation d'innovations.....	10
Eléments de conclusion	11
SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS	12
<i>Les rôles des OP dans la RAD</i>	12
Diversité des OP et diversité des rôles dans la RAD	12
Elaboration des politiques et priorités de recherche	12
Gouvernance, exécution et évaluation.....	13
Diffusion des résultats	13
Recherche et innovation.....	13
<i>Les conditions de la mise en place durable de partenariats de recherche inclusifs</i>	14
Dialogue sur le long terme entre OP, recherche publique et gouvernements	14
Cohérence entre projets de recherche et politiques agricoles	14
Des mécanismes de financements adaptés	14
Autonomie de financements	14
<i>Quelques contraintes</i>	15

Représentation des OP.....	15
Différentiels de niveau des salaires.....	15
<i>Implications pour les parties prenantes</i>	16
Implications pour les gouvernements	16
Implications pour les chercheurs.....	16
Implications pour les OP	16
Implications pour les ONG	16
WHAT'S NEXT ?	17
ANNEXE 1. PROGRAMME DE LA CONSULTATION	18
ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS	19
ANNEXE 3. BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS	21

PRÉAMBULE

Ce rapport a pour objectif de capitaliser les discussions menées pendant l'atelier « **Organisations paysannes et recherche agricole pour le développement en Afrique : rôles, complémentarité avec les autres acteurs et institutionnalisation des partenariats** » organisé le 27 septembre 2011 à Bruxelles par le CSA dans le cadre du projet PAEPARD.

Il s'agit de la seconde consultation des ONG européennes dans le cadre de ce projet PAEPARD, la première ayant eu lieu en septembre 2010. Elle a rassemblé une cinquantaine de personnes, avec une majorité de représentants d'ONG européennes mais également des représentants d'organisations de producteurs africaines et européennes, de la recherche du secteur privé ainsi que des représentants gouvernementaux au niveau belge et européen.

L'atelier a été animé par Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) en collaboration avec Marek Poznanski et Julie Flament du CSA.

Après avoir situé l'atelier dans le cadre du projet PAEPARD, ce rapport fournit une synthèse des interventions et des discussions menées durant l'atelier.

Le présent rapport, le programme, la liste des participants, la biographie des orateurs ainsi que les présentations et vidéos des interventions sont disponibles sur le site web du CSA à l'adresse <http://www.csa-be.org/spip.php?article736>.

Le CSA remercie l'ensemble des participants et des intervenants pour leur contribution à cet atelier ainsi qu'Annick Schubert (Gembloux Agro-Bio-Tech / Ulg) et Denis Félicité Zulma (ColeACP) pour leur contribution à ce rapport.

INTRODUCTION

LE PROJET PAEPARD

PAEPARD, ou « *Plateforme pour un partenariat Afrique-Europe dans le domaine de la recherche agricole pour le développement* », est un projet financé à 80% par la Commission européenne qui a pour objectif de consolider la collaboration entre l'Afrique et l'Europe dans le domaine de la Recherche Agricole pour le Développement (RAD).

La deuxième phase du projet, en cours actuellement (PAEPARD II, 2010-2013), vise en particulier à promouvoir des partenariats de recherche plus équilibrés et mieux orientés vers la demande des utilisateurs grâce à l'inclusion d'acteurs non chercheurs, en particulier les organisations de producteurs (OP), les ONG et le secteur privé.

Cet objectif général a été décliné en plusieurs objectifs concrets, qui sont notamment :

- mobiliser les acteurs chercheurs et non chercheurs, tant en Afrique qu'en Europe, pour favoriser leur collaboration dans le domaine de la RAD ;
- réunir les acteurs autour de partenariats pilotes ;
- renforcer les capacités des différents acteurs pour travailler au sein de partenariats de recherche;
- exercer un plaidoyer sur les bailleurs de fonds, y compris les gouvernements nationaux des pays africains, pour le soutien de partenariats inclusifs et équilibrés.

Pour répondre aux objectifs spécifiques, le projet comprend 7 volets (work packages ou WPs) ayant chacun un objectif spécifique: WP1 - Mobilisation des acteurs européens ; WP2 - Mobilisation des acteurs africains ; WP3 – Systèmes d'information et de communication ; WP4 - Renforcement des capacités ; WP5 – Partenariats ; WP6 - Plaidoyer pour la cohérence des cadres politiques ; WP7 - Coordination et gestion.

Ces volets sont pris en charge par les membres du consortium de PAEPARD qui regroupe des partenaires européens et africains de trois familles d'acteurs : la recherche, le secteur privé et la société civile, en particulier les OP et les ONG. Plus d'information sur le blog de PAEPARD <http://paepard.blogspot.com/> .

LE RÔLE DU CSA DANS PAEPARD

Au sein du consortium PAEPARD, le CSA a été mandaté par CONCORD, la *Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement*, pour faciliter la mobilisation des ONG européennes autour de la recherche agricole et des partenariats dans ce domaine.

Au-delà de la mobilisation des ONG, le CSA veut aussi faciliter l'implication des OPA européennes dans PAEPARD, notamment par le biais d'AgriCord.

Plus d'informations sont disponibles sur le site du CSA à l'adresse : http://www.csa-be.org/spip.php?page=reseau&id_rubrique=14&id_mot=179.

OBJECTIF DE L'ATELIER

Dans ce cadre, le CSA organise des « consultations internes » pour les ONG et OPA européennes, sous forme d'atelier comme celui-ci, qui doivent permettre

- D'une part, d'**alimenter le projet PAEPARD** à partir de l'expérience et de la réflexion des ONG et OPA dans le domaine de la recherche agricole et des partenariats ;
- D'autre part, de **susciter l'intérêt et l'engagement des ONG et OPA européenne** au niveau des questions de recherche agricole et du projet PAEPARD ;
- Finalement, il s'agit aussi bien sûr de **favoriser une compréhension commune des enjeux** entre différentes familles d'acteurs, puisque le CSA veille à ouvrir les discussions des ONG aux autres acteurs concernés, en particulier les OP africaines, les chercheurs et le secteur privé.

Résultats de la consultation de septembre 2010

Un premier atelier avait été organisé en septembre 2010 sur le thème « **Comment les ONG peuvent-elles réorienter la recherche vers une approche plus centrée sur la demande des agriculteurs familiaux africain** ». Cet atelier avait abordé trois sujets principaux :

1. Les conditions générales pour la mise en place de partenariats équilibrés,
2. Le rôle des ONG dans la réorientation de la RAD,
3. L'inclusion des OP dans les partenariats de recherche.

Un rapport synthétise les discussions autour de ces trois sujets¹. Rappelons ici que l'implication des OP dans les partenariats de recherche avait été reconnue par les participants comme essentielle pour orienter la recherche vers la demande des agriculteurs familiaux africains. Par ailleurs, certains facteurs favorisant cette implication dans les partenariats avaient été identifiés (tels que la présence d'OP organisées et professionnelles, la concertation entre chercheurs et OP dès les premières phases d'un projet pour développer une vision commune des objectifs à atteindre, l'implication des OP dans la gouvernance des projets de recherche, le renforcement des capacités des OP à s'impliquer dans les projets de recherche, l'existence de mécanismes de financement appropriés).

Les quelques conclusions et recommandations de cette consultation interne, ainsi que les recommandations des consultations similaires menées au niveau de la recherche, des OP et du secteur privé, ont nourri les discussions au sein de PAEPARD et ont contribué à orienter les activités développées par le projet. Cependant, l'implication des OP au sein de partenariats de recherche, au niveau même du projet PAEPARD, est encore loin d'être généralisée et n'est pas sans poser de défis.

Consultation de septembre 2011

C'est pourquoi l'objectif de l'atelier du 27 septembre 2011 était d'approfondir cette question du rôle des OP dans la recherche agricole et les mécanismes par lesquels les OP peuvent être incluses dans les partenariats de recherche.

Le programme du jour (voir annexe 1) a donc été élaboré dans cette optique en concertation avec Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA. Ce programme posait plusieurs questions :

¹ Informations et synthèse des discussions sur le site web du CSA : http://www.csa-be.org/spip.php?page=collaborer&id_article=736&id_mot=179

1. Quel rôle des OP, et quelle complémentarité avec les autres acteurs, au niveau de la traduction des besoins des producteurs en questions de recherche, la diffusion des résultats de la recherche et la capitalisation et les échanges autour des savoirs endogènes ?

Cette question, posée durant la 1^e session de la journée, était basée sur le constat que la RAD doit être guidée par les besoins des producteurs pour être efficace et que, de ce fait, une participation des producteurs est nécessaire. Cette participation peut prendre diverses formes ; on peut ainsi grossièrement distinguer les approches qui se basent sur des contacts directs avec des producteurs individuels, des approches qui impliquent des organisations représentant les producteurs. Ces deux approches ont leurs avantages respectifs et peuvent se compléter l'une l'autre mais il est vraisemblable que les OP peuvent apporter une plus-value au niveau de l'identification des besoins des producteurs et de leur traduction en questions de recherche, au niveau de la diffusion, de la vulgarisation des résultats de la recherche, et au niveau de la valorisation des savoirs paysans (ou savoirs endogènes). L'objectif de la première session était donc d'évaluer la plus-value apportée par les OP à ces niveaux et les conditions de cette plus-value.

2. Comment formaliser les partenariats entre OP, chercheurs et autres acteurs ? Quels mécanismes de financement, de gouvernance et de choix des thèmes mettre en place ?

Cette question, posée durant la 2^e session de la journée, visait à débattre des mécanismes permettant d'établir des partenariats durables sur le long terme entre acteurs du développement agricole, en particulier entre les institutions de recherche, les producteurs et leurs organisations sans oublier les gouvernements.

Enfin, une 3^e session a été dédiée aux mécanismes qui permettent de mobiliser les acteurs autour de la recherche agricole pour le développement, la mobilisation étant un axe important dans la réflexion menée par PAEPARD.

Chaque session a laissé un temps important aux débats et a été précédée par des interventions d'orateurs qui ont partagé leur expérience et analyse, fournissant ainsi une base de discussion.

SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS

Les présentations Power point des intervenants ainsi que les vidéos de leurs interventions sont disponibles sur le site du CSA à l'adresse : <http://www.csa-be.org/spip.php?article828>.

Session 1. Quel rôle des OP et quelle complémentarité avec les autres acteurs, au niveau de la traduction des besoins des producteurs en questions de recherche, la diffusion des résultats de la recherche et la capitalisation et les échanges autour des savoirs endogènes ?

La présentation de **Kati Partanen** (agricultrice membre du bureau du MTK, l'Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers de Finlande et suppléante du professeur principal à l'université Savonia des sciences appliquées) a permis d'apercevoir la longue expérience de collaboration qui existe en Finlande entre la recherche publique et les producteurs, notamment grâce à la relation étroite entre les organisations de producteurs et le gouvernement (ministère de l'agriculture). Des mécanismes permettent aux centres de recherche de travailler sur des projets régionaux à la demande des producteurs, grâce à la représentation des organisations de producteurs dans un comité de pilotage. La diffusion des résultats de recherche est également prise en compte, par le biais de revues scientifiques, de revues régionales ou locales et par l'implication des étudiants dans les projets.

Cheikh Oumar Ba, secrétaire exécutif de l'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) au Sénégal, a présenté l'historique des relations entre le CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux) et la recherche agricole nationale, fortement liée à l'historique de la construction du CNCR et de ses relations avec le gouvernement sénégalais. L'implication des OP dans la recherche agricole publique est liée au combat du CNCR et à la force de ses propositions pour faire inscrire dans la loi (dans le cadre de la politique agricole PSAOP) une recherche agricole pilotée par la demande. Ceci a permis de structurer le partenariat entre recherche et OP (et vulgarisation) avec la participation des OP dans le CA de l'ISRA (Institut sénégalais pour la recherche agricole), la création de l'AnCAR (Agence nationale de Conseil Agricole et Rural) et la mise sur pied du FNRAA (Fonds National de Recherche Agricole et Agro-alimentaire), présidé par le CNCR (avec Mamadou Cissokho comme premier président). Ce fonds devait permettre une indépendance par rapport aux bailleurs et à la recherche privée, mais a été « pompé » par le gouvernement. Cheikh Oumar Ba a également présenté le projet de fédération des initiatives au niveau sous-régional (RVOP).

Annick Sezibera, secrétaire exécutive de la CAPAD (Confédération des Associations de producteurs Agricoles pour le Développement au Burundi), a présenté une expérience concrète de collaboration entre recherche, OP et gouvernement autour d'un partenariat visant la disponibilité en semences de riz de qualité. Elle a présenté le rôle joué par les différents acteurs dans ce partenariat organisé autour de la filière riz et a relaté en particulier le rôle joué par la CAPAD dans la diffusion des résultats de recherche (semences pré-base de qualité) : encadrement de la multiplication des semences, renforcement des capacités des riziculteurs, stockage des semences produites, vulgarisation et promotion des nouvelles variétés, suivi des résultats sur le terrain –évaluation de la campagne et partage des résultats avec la recherche. Ce partenariat a été initié par la CAPAD qui a été impliquée dans les différentes étapes du processus, à commencer par le choix des variétés produites par la recherche.

Djibo Bagna, président de la Plate-forme paysanne du Niger (PFPN) et du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), a rappelé les attentes des OP envers la recherche et a souligné plusieurs domaines de préoccupation des OP : les dérèglements climatiques, les voies de modernisation, les problèmes liés à la saisonnalité des productions, l'augmentation de la valeur ajoutée des produits et le marketing (conditionnement). Il a rappelé qu'une contrainte majeure est le financement de la recherche qui reçoit peu de soutien politique. Les bailleurs ont leurs propres priorités qui ne sont pas forcément celles de l'Afrique. De plus, le démantèlement des services de vulgarisation par la Banque Mondiale est une contrainte à la diffusion des résultats de la recherche, quand ils existent. Finalement, Djibo Bagna a cité une expérience fructueuse d'un fonds compétitif mis en place au Mali avec la coopération suisse.

Jacques Morineau, président du Réseau Agriculture Durable (RAD), a présenté ce réseau de 30 groupes d'éleveurs (environ 3000 éleveurs) de la moitié Ouest de la France à la recherche d'autonomie sur leurs exploitations (autonomie au niveau de l'alimentation des animaux, des intrants et de la gestion). Au sein du Réseau, les producteurs mènent leur propre recherche, recherche empirique basée sur des tests à petite échelle chez plusieurs producteurs et la mise en commun des résultats. Ce savoir est échangé entre membres, lors de formations de paysan à paysan, dans l'optique de transposer (et non de copier) des idées dans d'autres conditions, chaque exploitation étant unique. Par ailleurs, le Réseau réalise un travail de diffusion des résultats et des expériences par le biais de publications (de type technique et pédagogique). Les résultats des membres en termes d'agriculture durable (définie par le Réseau comme une agriculture économiquement viable, écologiquement responsable et socialement équitable) ont récemment mené les pouvoirs publics et la recherche à s'intéresser à ce réseau.

Mariana Wongtschowski, conseillère en matière de développement économique durable au KIT (Royal Tropical Institute, The Netherlands), nous a donné une définition des innovations paysannes selon laquelle celles-ci ne sont pas des inventions ni le résultat de la recherche pure, mais bien une propriété émergente de la mise en commun de différents types de connaissances par différents acteurs. Ces échanges peuvent intervenir spontanément ou par le biais de plateformes multi-acteurs. Mariana nous a rappelé le rôle des producteurs, et plus particulièrement de leurs organisations, dans ces échanges et dans l'émergence d'innovations : organisation de l'implication des producteurs dans les processus d'innovation, trait d'union entre producteurs et autres acteurs (recherche, services consultatifs, secteur privé), fourniture de services consultatifs, expression des opinions des agriculteurs au niveau politique. Elle a également mis en évidence les rôles des différents niveaux d'organisation des producteurs dans ce processus ainsi que divers défis rencontrés par les OP tels que la dominance des modèles descendants « top-down » de RAD ou les difficultés liées à la représentativité de la diversité des paysans.

Session 2. Comment formaliser les partenariats entre OP, chercheurs et autres acteurs ? Quels mécanismes de financement, de gouvernance et de choix des thèmes mettre en place ?

Ann Waters-Bayer (ETC AgriCulture et Prolinnova) a exposé le besoin de remettre en cause les mécanismes conventionnels de financement de la recherche. Dans cette optique, elle a présenté les expériences de Prolinnova (Promoting Local Innovation) visant à tester des systèmes de financements complémentaires, en particulier le projet LISF (Local Innovation Support Funds), testé dans huit pays africains et asiatiques, qui met des fonds de recherche sous le contrôle d'agriculteurs, ceux-ci décidant de ce qui va être étudié et avec quels partenaires. Les fonds sont gérés par des

comités de gestion locaux et des critères similaires sont utilisés pour leur attribution (projet axé sur la demande, solidité de l'innovation en termes économique, environnemental et social, innovation applicable avec peu de ressources, valeur ajoutée de LISF à l'innovation, candidats désireux de partager les résultats, etc.). Ann Waters-Bayer nous a présenté les avantages et inconvénient de deux modèles de comité de gestion testés (des comités multi-acteurs centralisés et des comités décentralisés gérés par les agriculteurs), les défis rencontrés par LISF, tels que les difficultés de diffusion des résultats et d'implication de chercheurs formels, ainsi que les résultats obtenus et les perspectives.

Giel Ton (AGRINATURA – LEI Wageningen UR) a présenté le programme ESFIM, « Renforcer les Capacités des Petits Producteurs pour un Meilleur Accès aux Marchés » et en particulier les projets de recherche collaborative menés dans 11 pays qui visent à établir une interface recherche-plaidoyer avec les organisations paysannes nationales, se basant sur le constat que les OP manquent souvent de données sur lesquelles appuyer leur plaidoyer. Les objectifs sont notamment d'intégrer la recherche dans les efforts de plaidoyer de ces OP, de lier les OP aux acteurs de la recherche dans leur pays et de créer des synergies avec des projets de recherche similaires. Giel a exposé quelques exemples de l'action d'ESFIM aux Philippines, au Kenya, au Pérou, et en Ouganda ainsi que quelques défis rencontrés par le projet et certaines leçons à tirer par PAEPARD.

Session 3. Présentation d'initiatives internationales autour de la mobilisation des acteurs et de la capitalisation d'innovations

Nicoliene Oudwater (ETC Foundation) a présenté le programme INSARD (Including Smallholders in Agricultural Research for Development) qui vise à assurer une large participation de la société civile européenne et africaine à la formulation et l'implémentation des politiques en RAD. Dans ce but, INSARD est basé sur trois piliers : (i) développer un mécanisme de consultation et de participation de la société civile aux prises de décision en RAD, (ii) utiliser ce mécanisme dans différents processus de dialogue politique au niveau régional et international, et (iii) identifier des priorités de recherche à partir du point de vue des organisations de petits producteurs et des ONG. Nicolienne a détaillé la première étape de ce programme, qui est la cartographie (mapping) des acteurs engagés dans la RAD et des processus d'allocation des ressources et présenté les difficultés rencontrées.

Henri Rouillé d'Orfeuil (Fondation de France) a présenté l'initiative FACTS (Field ACTions Science Reports) qui vise à « contribuer à renforcer une mémoire du développement ». Basée sur le constat que les innovations sont au cœur du développement et que, pour accélérer et sécuriser ces innovations, celles-ci doivent être caractérisées, validées, évaluées, diffusées et valorisées, l'initiative FACTS a pour objectif la capitalisation des connaissances des acteurs de développement et des innovations populaires et paysannes. Il s'agit de développer une revue FACTS (au niveau global et au niveau national) qui publie, après validation par les scientifiques et les pairs, ces connaissances et innovations. Henri a lancé un appel à collaboration dans le cadre de cette initiative, notamment au niveau du repérage des novateurs, de l'aide à la capitalisation, de la participation à un réseau éditorial, etc.

Marygoretti Kamau (EAFF) a rappelé le processus de construction et les objectifs du réseau continental africain PAFO, *Pan African Farmers Organization*, officiellement lancé en octobre 2010 et regroupant les réseaux régionaux d'organisations paysannes EAFF (Afrique de l'Est), ROPPA (Afrique de l'Ouest) SACAU (Afrique du Sud), PROPAC (Afrique Centrale) and UMAGRI (Afrique du Nord). Elle a ensuite présenté le rôle d'EAFF dans PAEPARD impliqué dans la mobilisation des

acteurs africains, les objectifs de cette mobilisation et la stratégie pressentie pour atteindre ces objectifs.

Thierry Helmer (CIRAD), co-leader du « work package 3 » de PAEPARD visant à *assurer l'accès des acteurs européens et africains à une information actuelle et pertinente et à favoriser leur engagement actif dans le partage de connaissances à propos des opportunités de partenariat et des bonnes pratiques en RAD* a présenté le projet de plateforme électronique développé par le CIRAD au sein du PAEPARD. L'objectif de cette plateforme est de favoriser et d'accompagner les partenariats en RAD. Le prototype actuel de cette plateforme rassemble trois éléments : un site web, un système d'information et des espaces de travail collaboratifs ; les caractéristiques et les attentes associées à ces trois éléments ont été exposées par Thierry.

Eléments de conclusion

En guise de conclusion, la parole a été donnée à **Cheikh Omar Ba** (IPAR) qui a fait état :

- De constats partagés : la journée a permis de mettre en évidence des expériences intéressantes et variées (Sénégal, Burundi, Finlande, France) qui tirent leur origine dans l'implication de tous les acteurs. On constate cependant que ces différentes expériences s'arrêtent lorsque les financements qui les supportaient s'estompent. Malgré tout, le contexte actuel est relativement favorable aux partenariats inclusifs.
- De défis communs à relever entre le Nord et le Sud : prendre en compte la diversité des acteurs (ni les OP, ni les chercheurs ne sont monolithiques), réaliser un travail de capitalisation /mémorisation des expériences du Nord comme du Sud, le maintien des ressources humaines (*turn over* des chercheurs), la question du financement, l'importance pour la recherche de répondre aux besoins des acteurs à la base.
- D'enseignements à tirer, tels que la nécessité de partager les enseignements, par la capitalisation des expériences et la publication des résultats de recherche des OP (ou conduit avec elles), ou encore le besoin de renforcer les capacités des acteurs les plus faibles dans le processus de recherche-développement et de se reconnaître mutuellement et s'accepter.

Il a également dressé une liste des questions non résolues à adresser :

- Le coût de la représentation/enjeu de la rémunération des paysans lors de leur participation à des formations, rencontres
- les indicateurs de succès (comment mesurer l'impact ?)
- les mécanismes permettant d'élaborer, de tester et d'évaluer ensemble (quelle place pour OP leaders /présidence ou simples membres pour les leaders d'OP dans les cellules RD ?)
- comment créer des rapports de force qui soient favorables aux OP ? Les éléments à considérer sont les argumentaires (appui de la recherche, appui technique des OP), la mobilisation sociale (travail des OP pour défendre leurs « causes »), la complicité avec les politiques et les bailleurs de fonds (moment de l'élaboration du PSAOP au Sénégal, alliance stratégique à nouer dans le cadre du présent projet PAEPARD.

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

Le séminaire a permis de réaffirmer la nécessité d'impliquer les OP dans les partenariats de recherche agricole pour le développement (RAD). A partir d'expériences africaines et européennes, les différents rôles pouvant être joués par les OP dans la RAD et certaines contraintes associées ont été abordés. Les discussions ont également porté sur les conditions et certaines contraintes à l'établissement de partenariats en RAD incluant les producteurs et, de manière transversale, sur ce que cela implique pour les différents acteurs impliqués.

Ce chapitre présente une synthèse des discussions, structurée selon les thématiques abordées, qui n'a pas la prétention d'être exhaustive mais dont l'objectif est plutôt de constituer une base de travail pour des actions et réflexions ultérieures.

LES RÔLES DES OP DANS LA RAD

Les expériences présentées, tant au niveau européen qu'africain, ont permis d'appréhender la diversité des rôles à jouer par les OP dans la RAD.

Diversité des OP et diversité des rôles dans la RAD

Lorsque l'on aborde cette question des divers rôles à jouer par les OP, il convient de prendre en compte la diversité des OP elles-mêmes. Les OP en Afrique sont en effet diverses sous plusieurs aspects et l'on peut en particulier distinguer plusieurs niveaux d'intégration et d'intervention : local, régional, provincial, national, international,.... De manière simplifiée, les niveaux d'intervention à la base sont les plus à même d'identifier les besoins de recherche des paysans et de participer à l'exécution des travaux, tandis que les niveaux d'intégration supérieurs sont les plus à même de porter la voix des paysans dans les instances et débats inaccessibles aux producteurs individuels et d'intervenir ainsi au niveau de la formulation des politiques, priorités et stratégies de recherche agricole. Le défi pour les OP est d'assurer les liens entre la base et les différents niveaux d'intégration.

Elaboration des politiques et priorités de recherche

Ayant par définition un rapport étroit avec la population rurale, les OP sont en phase avec les réalités agricoles, sociales, économiques, culturelles, etc. et ont de ce fait un rôle central à jouer dans la définition des problèmes à résoudre et des priorités de recherche à mener.

Ceci suppose une bonne connexion des OP à leurs membres ainsi qu'une bonne représentativité de l'ensemble des membres (y compris les plus pauvres, les femmes, ...), ce qui n'est pas toujours une réalité.

Les expériences en Finlande et au Sénégal² ont montré que la mise en place de structures d'échanges au niveau national entre le gouvernement, la recherche et les OP était fondamentale pour permettre aux OP de jouer ce rôle. La question de la source et la gouvernance des financements de recherche, abordée plus loin, est également déterminante.

² Voir http://www.csa-be.org/spip.php?page=art-seminaire&id_mot=187&id_article=828

Gouvernance, exécution et évaluation

Les OP ont également des rôles à jouer au niveau des programmes de recherche mis en œuvre.

- Comme cela avait déjà été mis en évidence lors de l'atelier de septembre 2010, l'implication des OP dans la **gouvernance** des programmes de recherche est nécessaire pour des partenariats fructueux. Cette implication doit se faire dès le départ, afin notamment de participer à la définition du programme et des modalités d'implication des producteurs. Cette implication nécessite une volonté de la part de chercheurs de partager ce rôle avec d'autres, ainsi que la présence d'OP fortes pouvant assumer ce rôle.
- Les OP peuvent également participer à l'**exécution** d'étapes de projets de recherche et à la production de résultats pertinents, notamment en coordonnant les acteurs de terrain et en centralisant les résultats.
- L'implication des OP dans l'**évaluation des résultats** est également possible et souhaitable pour assurer l'utilisation ultérieure des résultats par les acteurs de terrain. L'évaluation conjointe pose cependant la contrainte d'établir des critères ou indicateurs pour mesurer les résultats ; les critères des producteurs, basés sur le vécu, n'étant pas ceux des chercheurs, basés sur la vérification d'une théorie. Les « niveaux » d'évaluation peuvent aussi être différents, les producteurs s'intéressant au résultat global sur l'exploitation (« macro ») alors que les chercheurs sont parfois plus axés sur les résultats « micro » (génétique par exemple). Cette question mérite d'être débattue.

Diffusion des résultats

L'expérience de la CAPAD (Burundi)³ montre que les OP ont en leur sein –et peuvent développer– des mécanismes pour toucher un grand nombre de producteurs et mettre en place des conditions favorables à la diffusion de résultats pertinents sur le terrain. Il ne faudrait toutefois pas considérer les OP uniquement comme instrument de diffusion mais bien comme partie prenante dans le processus de recherche en amont.

Recherche et innovation

Il ne faut pas négliger le fait que, au-delà du rôle d'usager de la recherche, les agriculteurs sont aussi à l'origine de la recherche. L'exemple du Réseau Agriculture Durable français, le RAD⁴, montre que la structuration des producteurs et leur mise en réseau peut jouer un rôle moteur dans la recherche empirique de pratiques nouvelles ou améliorées, notamment grâce au partage des risques liés au développement d'une innovation entre plusieurs producteurs. La facilitation d'échanges autour des résultats de cette recherche empirique et la diffusion des innovations par des formations « de paysan à paysan » est également un rôle important pour les réseaux de producteurs. La publication des savoirs paysans par leurs réseaux est également possible, bien que cet espace de capitalisation soit souvent occupé par d'autres acteurs.

³ Voir http://www.csa-be.org/spip.php?page=art-seminaire&id_mot=187&id_article=828

⁴ Idem

LES CONDITIONS DE LA MISE EN PLACE DURABLE DE PARTENARIATS DE RECHERCHE INCLUSIFS

Dialogue sur le long terme entre OP, recherche publique et gouvernements

Les expériences fructueuses de partenariat entre OP et recherche agricole publique sont le résultat d'une dynamique historique de dialogue entre OP, gouvernement et recherche.

Pour cela, une volonté politique de répondre aux besoins de la base est primordiale, tout comme la présence d'organisations de producteurs fortes car cette volonté est aussi une question de rapports de force qui s'établissent entre l'état et les producteurs. La présence de « complices » au sein de la recherche est également nécessaire.

Cohérence entre projets de recherche et politiques agricoles

Pour assurer la durabilité et l'efficacité des projets de recherche, ceux-ci doivent s'inscrire dans les politiques agricoles nationales et régionales.

Des mécanismes de financements adaptés

Les mécanismes de financement ont une influence déterminante sur l'orientation de la recherche. A cet égard, deux aspects majeurs sont à considérer : les sources et la gouvernance des fonds.

La question de la **source du financement** de la recherche est importante. La tendance générale est à la réduction du financement public de la recherche par les gouvernements nationaux. Ceci implique en Afrique une dépendance accrue aux institutions étrangères et internationales et pose la question de la définition des priorités de la recherche -celles des institutions étrangères et internationales n'étant pas forcément les même que celles des populations rurales- mais également de la durabilité des projets et partenariats développés. Par ailleurs, le désengagement des gouvernements dans la recherche publique présente le risque de laisser aux mains de la recherche privée des enjeux de société majeurs tels que la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles ; l'implication de la recherche agricole sur la société dans son ensemble justifie que la recherche bénéficie de fonds publics.

L'autre aspect à considérer ici est la **gouvernance des fonds**. Conventionnellement, les financements de la recherche sont aux mains des chercheurs, même lorsque l'on considère les récents changements vers des fonds compétitifs qui visent la recherche participative. Mais des mécanismes alternatifs de financement ont été développés, tant au niveau européen qu'africain, afin que les utilisateurs de la recherche, en particulier les producteurs, soient directement impliqués dans la gouvernance de ces fonds de recherche, notamment dans la définition des priorités de recherche et dans le choix des bénéficiaires. Certaines initiatives sont développées localement ; d'autres sont développée à l'échelle nationale et résultent alors souvent d'un processus historique de dialogue entre les organisations paysannes, le gouvernement et la recherche. Plusieurs manières de gérer les fonds alternatifs sont possibles, mais les mécanismes alternatifs présentés durant l'atelier sont basés sur un comité de gestion des fonds qui intègre les producteurs.

Autonomie de financements

Bien que la question de l'autonomie de financement se pose pour les OP de manière bien plus large que pour la RAD, la disponibilité de fonds propres est au cœur des enjeux d'anticipation et de durabilité sur le long terme des actions de recherche pouvant être initiées et financées par les OP. La

mise en place de systèmes permettant d'améliorer l'autonomie financière des OP, tel que l'établissement d'une retenue sur la commercialisation des produits des membres passant par l'OP, peut donc augmenter les capacités des OP à participer et à influencer la RAD.

QUELQUES CONTRAINTES

Les discussions durant l'atelier ont permis d'aborder quelques contraintes à surmonter pour la mise en place de partenariats en RAD inclusifs.

Représentation des OP

La contrainte de la représentation des paysans dans les instances de discussion se pose pour la RAD, bien qu'elle ne lui soit pas spécifique. En effet, cette représentation a un coût (et présente d'autant plus de difficultés si le représentant est agriculteur : comment assurer le travail sur l'exploitation, quelle compensation fournir pour ne pas pénaliser l'agriculteur mais ne pas non plus le rémunérer à l'excès) et présente des risques de déconnexion avec la base.

Différentiels de niveau des salaires

Des niveaux de salaire très différents peuvent poser des difficultés à l'établissement de partenariats entre chercheurs et producteurs, ou entre chercheurs de différentes institutions, le problème se posant avec d'autant plus d'acuité lorsqu'il s'agit de partenariats entre l'Europe et l'Afrique. On constate que le coût des chercheurs est parfois caché aux producteurs pour éviter les tensions. Et souvent, le choix est fait de niveler par le haut le salaire des experts d'Afrique. Tout ceci n'est pas sans conséquence, notamment au vu de la fuite des experts africains vers les institutions internationales et l'augmentation du coût de mise en œuvre des projets. Sans apporter de réponse, les discussions durant le séminaire ont mis en évidence qu'une réflexion à ce propos était nécessaire.

IMPLICATIONS POUR LES PARTIES PRENANTES

De tout ce qui précède, quelques implications pour les différentes parties prenantes ont été relevées :

Implications pour les gouvernements

- Volonté de répondre aux besoins de la base ;
- Allocation de fonds à la recherche publique (sur base de l'exemple sénégalais, l'inscription d'un fonds de recherche dans la loi est favorable à la mise en place d'un mécanisme de financement indépendant des partis aux pouvoirs) ;
- Mécanismes de dialogue avec les OP et les chercheurs ;
- Soutien à structuration des réseaux d'agriculteurs ;
- Intégration de la recherche agricole aux politiques agricoles ;
- L'inscription d'un fonds de recherche dans la loi pour mettre en place un mécanisme de financement indépendant.

Implications pour les chercheurs

- Partage du rôle de gouvernance de la RAD ;
- Volonté de travailler avec les OP ;
- Cohérence des travaux avec les priorités nationales ;
- Adaptation des technologies existantes à de nouvelles zones agro-écologiques ;
- Mise en œuvre de recherche portant sur les contraintes institutionnelles et politiques.

Implications pour les OP

- Structuration et développement d'une force de propositions ;
- Effort constant d'un « aller-retour » avec la base ;
- Plaidoyer auprès des gouvernements, des chercheurs, des bailleurs.

Implications pour les ONG

- rôle essentiel pour faire reconnaître les OP auprès des autres parties prenantes : gouvernements, bailleurs, institutions de recherche ;
- soutien à la structuration des réseaux ;
- Cohérence des travaux avec les priorités nationales.

WHAT'S NEXT ?

Plusieurs appels à collaboration ont été lancés durant l'atelier, et concernent notamment les initiatives FACTS pour le développement d'une filière de l'innovation (repérage des novateurs, de l'aide à la capitalisation, de la participation à un réseau éditorial, etc.), INSARD pour la cartographie des organisations de la société civile (OSC) impliquées dans la RAD en Afrique et en Europe ainsi que pour l'identification de points d'entrée possibles pour l'implication des OSC dans l'orientation de la RAD, PAEPARD pour l'amélioration et l'utilisation de la plateforme électronique.

Par ailleurs, plusieurs actions seront menées par le CSA à la suite de cet atelier :

- organisation d'études de cas pour approfondir certaines expériences présentées durant l'atelier, notamment l'expérience sénégalaise de partenariat au niveau national via le fonds FNRAA et l'expérience française de recherche menée par les agriculteurs du réseau RAD ;
- plaidoyer au niveau de PAEPARD pour une plus grande implication des OP dans les processus développés ;
- utilisation des éléments de discussion pour la construction d'un plaidoyer qui sera porté par PAEPARD.

Enfin, le CSA informera les ONG et OPA européennes des activités et avancées de PAEPARD.

PROGRAMME – 27 SEPTEMBRE 2011

- 8h30 Accueil des participants
9h00 Introduction : présentation de l'atelier et du projet PAEPARD
9h30 -12h30 **Session 1**

Quel rôle des OP, et quelle complémentarité avec les autres acteurs, au niveau de

- **la traduction des besoins des producteurs en questions de recherche**
 - **Kati Partanen**, Finlande. Central Union of Agricultural Producers and Forest Owners (MTK); Substitute Principal Lecturer (Agriculture Economics), Savonia University of Applied Sciences
 - **Cheikh Oumar Ba**, Sénégal. Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).
 - Discussion.
- **la diffusion des résultats de la recherche**
 - **Annick Sezibera**, Burundi. Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD).
 - **Djibo Bagna**, Niger. Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).
 - Discussion.
- **la capitalisation et les échanges autour des savoirs endogènes**
 - **Jacques Morineau**, France. Réseau Agriculture Durable (RAD).
 - **Mariana Wongtwosky**, Pays-Bas. KIT.
 - Discussion.

- 12h30-13h30 Lunch
13h30-15h00 **Session 2**

Comment formaliser les partenariats entre OP, chercheurs et autres acteurs ? Quels mécanismes de financement, de gouvernance et de choix des thèmes mettre en place ?

- **Ann Waters-Bayer**, Pays-Bas. Prolinnova, ETC Foundation.
- **Giel Ton**, Pays-Bas. Agricultural Economics Research Institute Wageningen.
- Discussion.

- 15h00-15h30 Pause-café
15h30-16h30 **Session 3**

Présentation d'initiatives internationales autour de la mobilisation des acteurs et de la capitalisation d'innovations

- **Nicolienne Oudwater**, Pays-Bas. INSARD.
- **Henri Rouillé d'Orfeuille**, France. CIRAD.
- **Elisabeth Atangana/Marygoretti Kamau**, Cameroun/Kenya. PAFO
- **Thierry Helmer/Joël Sor**, France. PAEPARD.

- 16h30-17h00 Conclusions.

Modération des débats : **Mamadou Cissokho**, président d'honneur du ROPPA

ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS

Name	First name	Organisation	Country
Allaverdian	Céline	GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques)	France
Assogba	Claude-Gervais	PhD Université de Liège - Gembloux Agro-Bio Tech	Belgium
Ba	Cheikh Oumar	IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale)	Senegal
Bagna	Djibo	ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest) -PAEPARD	Niger
Bastin	Evelyne	SOS Sahel International France	France
Blokland	Kees	Agriterra	Netherlands
Cissokho	Mamadou	ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest)	Senegal
Coussement	Ignace	AgriCord	Belgium
Del Debbio	Stefano	IAO (PAEPARD)	Italy
Desgain	Stéphane	CNCD-11.11.11 / PFSA	Belgium
Dewitte	Lynn	ULB student - Université Libre de Bruxelles	Belgium
Felicite Zulma	Denis	ColeACP (Comité de Liaison Europe-Afrique- Caraïbes-Pacifique) -PAEPARD	France
Flament	Julie	CSA (Collectif Stratégies Alimentaires)-PAEPARD	Belgium
Fontaine	Damien	DGD (Direction Générale de la Coopération au Développement)	Belgium
Gallot	Estelle	AgriCord	Belgium
Gianvenuti	Arturo	Terra Nuova	Italy
Graham	Ellen	HelpAge	Belgium
Guichard	Catherine	ColeACP (Comité de Liaison Europe-Afrique- Caraïbes-Pacifique) -PAEPARD	France
Gustin	Philippe	EUCORD (European Cooperative for Rural Development)	Belgium
Helmer	Thierry	CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement)-PAEPARD	France
Henriques	Gisele	CIDSE (International alliance of Catholic development agencies)	Belgium
Kalders	Joseph	DGD (Direction Générale de la Coopération au Développement)	Belgium
Kamau	Marygoretti	EAFF (PAEPARD)	Kenya
Kiaya	Victor	Action Contre la Faim	France
Kouangpalath	Phimthong	phD Université de Liège - Gembloux Agro-Bio Tech	Belgium

Lebailly	Philippe	Université Catholique de Louvain	Belgium
Leenaerts	Yves	European Commission - DG Dev	EU
Mergeai	Guy	Ulg- Université de Liège	Belgium
Morineau	Jacques	RAD (Réseau Agriculture Durable)	France
Ndiaye	Ken	Diaspora	Belgium
Oliver	Oliveros	Agropolis foundation	France
Oudwater	Nicoliene	INSARD (INcluding Smallholders in Agricultural Research for Development)	Netherlands
Partanen	Kati	MTK (Central Union of Agricultural Producers and Forest Owners)	Finland
Petithuguenin	Philippe	EIARD (European Initiative for Agricultural Research for Development)/European Commission - DG Dev	Belgium
Poznanski	Marek	CSA (Collectif Stratégies Alimentaires)-PAEPARD	Belgium
Radcliffe	David	European Commission - DG Dev	EU
Rolot	Jean-Louis	CRAW (Centre wallon de Recherches agronomiques)	Belgium
Rouillé d'Orfeuil	Henri	Fondation pour la nature et l'homme	France
Schubert	Annick	Gembloux Agro-Bio-Tech / Ulg	Belgium
Sezibera	Annick	CAPAD (Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement)	Burundi
Sor	Joël	CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement)-PAEPARD	France
Stepman	François	FARA (Forum for Agricultural Research in Africa)-PAEPARD	Belgium
Ton	Giel	Wageningen University	Netherlands
Van Damme	Julie	PhD Université Catholique de Louvain	Belgium
Van Der Steen	Dany	CSA (Collectif Stratégies Alimentaires)-PAEPARD	Belgium
Waters Bayer	Ann	PROLINNOVA (PROmoting Local INNOVation in agriculture and natural resource management)	Netherlands
Willoughby	Robin	Concern Worldwide UK	UK
Wongtschowski	Mariana	KIT (Koninklijk Instituut voor de Tropen)	Netherlands

ANNEXE 3. BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS

Mamadou Cissokho, est le Président d'Honneur du *Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest* (ROPPA) et du *Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux* (CNCR) du Sénégal. Mamadou Cissokho est un leader paysan peu ordinaire. Son itinéraire se confond avec celui du mouvement associatif sénégalais dont il est l'un des principaux bâtisseurs. Il est également le premier président du Fonds national de recherche agricole et agroalimentaire (FNRAA) du Sénégal.

Kati Partanen est suppléante du professeur principal à l'université Savonia des sciences appliquées, à Lisalmi en Finlande, où elle travaille notamment sur le projet « formation des conseillers agricoles » au Kosovo. Elle est également agricultrice et membre du bureau du MTK, l'*Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers* de Finlande. De 2008 à 2010 elle a assuré la présidence du comité des jeunes agriculteurs de la FIPA (*Fédération Internationale des Producteurs Agricoles*).

Cheikh Oumar Ba est socio-anthropologue et a été directeur du Bureau d'Analyse Macro-économiques de l'ISRA, l'*Institut Sénégalais de Recherches Agricoles*, entre 2001 et 2004. Il est membre du comité scientifique de l'*Observatoire des Agricultures du Monde* (OAM) et est membre fondateur du *Centre de recherche sur les politiques sociales au Sénégal* (CREPOS). Il est actuellement le Secrétaire exécutif de l'IPAR (*Initiative Prospective Agricole et Rurale*) qui est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. L'IPAR a été initiée par des spécialistes de l'agriculture et du monde rural qui appuyaient déjà les organisations paysannes et qui étaient intéressés par la création d'espaces permanents de réflexion prospective et stratégique. Cette initiative a été formalisée en 2005 par quatre institutions, deux publiques (DAPS et ISRA) et deux privées (CNCR et ENDA GRAF).

Annick Sezibera, médecin de formation, a décidé de renoncer à l'exercice de son métier pour s'investir dans le mouvement paysan burundais. En 2000, elle a participé à la création d'un collectif, la *Confédération des Associations de producteurs Agricoles pour le Développement* (CAPAD), une organisation paysanne faitière qui regroupe aujourd'hui plus de 150.000 membres. Après avoir assuré la présidence de la CAPAD pendant plusieurs années, elle en est actuellement la secrétaire exécutive.

Djibo Bagna, éleveur au Niger, est le président de la *Plate-forme paysanne du Niger* (PFPN). C'est à ce titre qu'il a été élu en mai 2010 à la tête du *Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest* (ROPPA). Le ROPPA regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 12 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo). Djibo Bagna est également membre, en tant que représentant du ROPPA, du Conseil d'Administration de la CORAF, *Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles*.

Jacques Morineau, agriculteur français situé en Vendée, est président du RAD, le *Réseau Agriculture Durable*. Le RAD est un réseau d'environ 3000 agriculteurs de l'Ouest de la France engagés dans une agriculture autonome, économe et liée au sol. Ces agriculteurs, critiques face aux modèles de production dominants, inventent de nouvelles manières de produire avec de faibles niveaux d'intrants. Le RAD est le trait d'union entre ces agriculteurs pionniers et assure notamment la capitalisation et la diffusion de leurs savoir-faire.

Mariana Wongtschowski est une agronome brésilienne ayant une maîtrise en sociologie du développement rural de l'Université de Wageningen, Pays-Bas. Récemment, elle a rejoint l'*Institut Royal Tropical* des Pays-Bas (KIT) où elle travaille comme conseillère en matière de développement économique durable et se concentre sur le coaching, distillant des leçons et documentant des expériences concernant les partenariats pour l'innovation agricole. Avant de rejoindre le KIT, Mariana a travaillé pour la *Fondation ETC*, le Ministère des Affaires Etrangères au Pays-Bas et dans divers projets de recherche pour le développement dans son pays d'origine, au niveau du développement des communautés rurales et de la gestion des ressources naturelles.

Ann Waters-Bayer est sociologue rurale et travaille pour la *Fondation ETC*, une ONG néerlandaise. Ann est spécialiste des aspects socio-institutionnels de la recherche et du développement, en particulier des processus d'innovation qui contribuent à l'amélioration des capacités locales d'adaptation au changement. Après une période de travail au Nigeria avec le Centre International d'Elevage pour l'Afrique et une formation postdoctorale en Allemagne, elle rejoint la *Fondation ETC* en 1989. Elle fait partie de l'International Support Team de PROLINNOVA (*PROMoting Local INNOVation in agriculture and natural resource management*, en français « promouvoir l'innovation locale dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles »), une communauté de pratique en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Elle est également membre de deux projets financés par l'UE : le projet JOLISAA (*Joint Learning in Innovation Systems in African Agriculture*, en français « apprentissage conjoint dans les systèmes d'innovation dans l'agriculture africaine) et INSARD (*Including Smallholders in Agricultural Research for Development*, en français « inclure les petits producteurs dans la recherche agricole pour le développement).

Giel Ton a étudié l'économie agricole à l'Université de Wageningen. Depuis 2006, il travaille au sein de l'Institut de Recherche en Economie Agricole *LEI* (Agricultural Economics Research Institute). Giel mène actuellement des recherches sur les petits agriculteurs au sein des filières et sur les organisations paysannes. Il combine son travail sur les méthodologies d'évaluation d'impacts des processus de changement complexes avec un travail de recherche empirique sur le financement des innovations, les politiques sectorielles et des initiatives de certification. Il s'applique à faire le lien entre la recherche et les efforts de plaidoyer des organisations paysannes et coordonne le programme ESFIM, *Renforcer les Capacités des Petits Producteurs pour un Meilleur Accès aux Marchés* (*Empowering Smallholder Farmers in Markets*, www.esfim.org). Avant de rejoindre *LEI*, Giel a travaillé 15 ans en Amérique Latine (Nicaragua et Bolivie) dans le soutien aux organisations paysannes.

Nicoliene Oudwater a travaillé dans le domaine des moyens d'existence durables, du développement agricole et de la gestion des ressources naturelles, au niveau institutionnel, socio-économique et politique. Elle est actuellement responsable du département Agriculture de la *Fondation ETC* et est impliquée dans plusieurs programmes et missions autour de la problématique de la recherche agricole pour le développement et la sécurité alimentaire. Avant de rejoindre la *Fondation ETC* en 2008, elle a travaillé pour *Concern Worldwide* (INGO) en tant que conseillère « moyens d'existence » au Bangladesh, pour la *FAO* en tant que chargée de programme « genre et biodiversité », pour le *Natural Resources Institute* (NRI, UK) comme chercheuse, et dans divers projets de gestion de ressources naturelles (centrés sur le genre et la pauvreté) au sein d'une ONG locale en Zambie. Nicoliene a une expérience de travail en Asie (India, Bangladesh) et dans plusieurs pays d'Afrique (Ghana, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Uganda, Zambie and Zimbabwe).

Henri Rouillé d'Orfeuil est ingénieur agronome et docteur en économie. Il a travaillé au Ministère Français des Affaires étrangères et à la Banque mondiale et au Centre international de recherche

agronomique pour le développement (CIRAD). Henri a également été fort actif au niveau de la société civile notamment en tant que président de Coordination SUD la plate-forme française des ONG de développement mais aussi en tant que responsable de différentes ONG et fondations. Il est actuellement impliqué dans un travail sur les savoirs endogènes avec la *Fondation de France*, la *Fondation pour la nature et l'homme* ainsi qu'avec FACTS, Fields Action Science, une initiative qui présente comme un outil de valorisation et de consolidation du capital de connaissances produit sur le terrain, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité des actions

Marygoretti Kamau est une agronome kenyane qui s'est récemment diversifiée dans le domaine des sciences environnementales. Actuellement, elle poursuit sa maîtrise en planification et gestion environnementale à l'Université de Nairobi au Kenya. Elle travaille pour la *Fédération des Agriculteurs de l'Afrique de l'Est*, l'EAFF, en tant que chargée de gestion des connaissances. Parmi ses tâches, elle est chargée de développer, analyser et générer des informations agricoles pertinentes pour les membres des organisations de producteurs ainsi que pour les partenaires. Dans le cadre du programme PAEPARD, Marygoretti est la personne de contact au sein du « work package 2 » et est responsable de l'engagement des acteurs africains au niveau du projet. Auparavant, elle a travaillé dans une firme de consultance traitant des questions relatives à la gestion des catastrophes, à l'agriculture ainsi qu'au changement climatique.

Elisabteh Atangana, agricultrice de profession, a été élue en octobre 2010, au Malawi, première Présidente de la Plate-forme Pan-Africaine des Organisations Paysannes (PAFO). Son engagement dans la vie associative, notamment dans la création et l'animation d'associations de développement, d'organisations professionnelles et des producteurs agricoles débuta en 1979. Depuis 1998, elle s'est investie dans la construction du Mouvement paysan national à travers la *Concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun* (CNOP-CAM) et du processus de création de la PROPAC (*Plateforme sous régionale des Organisations paysannes d'Afrique centrale*) en 2005, plateforme dont elle est actuellement la présidente.

Thierry Helmer est chef de projet informatique et **Joël Sor** est Directeur des systèmes d'information (DSI) au CIRAD, le *Centre international de recherche agronomique pour le développement*. Tous deux sont impliqués dans le projet PAEPARD, Thierry en tant que chef de projet et Joël en tant que co-leader, au niveau du « *work package 3 : systèmes d'information et de communication* » qui vise à assurer l'accès des acteurs européens et africains à une information actuelle et pertinente et à favoriser leur engagement actif dans le partage de connaissances à propos des opportunités de partenariat et des bonnes pratiques en RAD.

